

Tribune des habitants de Cannet en colère

Une mascarade de démocratie



Tribune des habitants de Cannet en colère

Deuxième semaine de décembre 2018, alors que les habitants de Cannet se préparent aux fêtes de fin d'année et regardent paisiblement la France agitée de jaune, une réunion est organisée le lundi 10 décembre 2018 avec les maires de Cannet, Maumusson et Riscle, afin d'informer les conseillers municipaux du projet de fusion de ces trois communes dans le but de créer une commune nouvelle.

Calendrier prévisionnel des hostilités :

- Lundi 10 décembre, réunion d'information du conseil municipal à Cannet : aucune information aux habitants.
- Le lendemain, nouvelle réunion du conseil municipal de Cannet pour le vote : Oui à l'unanimité.
- Au même moment, mardi 11 décembre, le conseil municipal de Maumusson demande l'ajournement de la décision.
- Mercredi 12 décembre, réunion du conseil municipal de Riscle, à l'ordre du jour : proposition et décision sur la création d'une commune nouvelle.

Et voilà, emballé c'est pesé, en trois jours, la commune de Cannet n'est plus, elle devient commune déléguée. Certes les panneaux resteront implantés et le toponyme Cannet survivra encore quelque temps, avant de devenir un quartier de Riscle.

Cet épisode a, semble-t-il, respecté la légalité de la procédure pour Cannet, mais n'a pas respecté les citoyens. De nombreuses questions attendent une réponse :

- Pourquoi une telle volonté de précipiter les choses et de ne pas informer les habitants alors que Riscle écrit « cette réflexion est à l'initiative du maire de Cannet lors du congrès des maires à Paris » ?
- Pourquoi le maire de Cannet certifie aux conseillers municipaux que la commune déléguée, ainsi que le maire délégué, ne peuvent être supprimés, alors que de nombreux courriers de l'Association des Maires de France (AMF) et les articles L.2113-10 et L.2113-11 disent le contraire ?
- Pourquoi aucun document financier n'a été présenté ? Seuls des taux mélangés à des pourcentages, des années, ont été évoqués, mais aucun chiffre en euros sonnants et trébuchants n'a été précisé. Seul résultat annoncé : le lissage sur 12 ans des taux d'imposition pour les habitants de Cannet. Lissage veut dire augmentation, après l'annonce du presque doublement du prix du m³ d'eau dans les deux prochaines années, l'addition va commencer à être salée pour tous les Cannetois. Mais le plus beau dans tout ça, c'est que les taux de Riscle vont baisser avec un transfert de 18.000 euros pris dans la Dotation Globale de Fonctionnement bonifiée attribuée par l'Etat à la commune nouvelle, annonce faite par le Maire de Cannet, lors du conseil municipal du 11 décembre.

Il y aurait encore tant de choses à dire et à écrire sur la façon, la précipitation, les intentions ou encore les motivations d'une telle décision que la forêt des landes ne suffirait pas à fournir le papier. Mais une chose est sûre, la population, 54 habitants, s'est vue dépossédée d'une partie de son identité sans discussion, débat contradictoire, mais aussi sans courage et avec une bien piètre opinion de la démocratie.

Monsieur le Maire, avez-vous informé, ne serait-ce que par correction, les élus des communes limitrophes, ceux de la Communauté Armagnac-Adour ? Avez-vous bien mesuré les conséquences d'une telle fusion pour vos administrés, hausse de l'imposition, effet sur l'immobilier, sur la vie associative, économique ? Si vous l'avez fait, vous l'avez fait seul, au mépris du respect minimum que vous devez à vos électeurs et à tous vos administrés !

A toutes ces questions, aucune réponse, juste un papier non signé où Maumusson est considéré comme faisant partie de la fusion et distribué à la nuit tombée dans les boîtes aux lettres. Papier dans lequel la population est informée que des réunions d'informations seront organisées début 2019. On décide d'abord, on explique ensuite sans possibilité de retour en arrière.

Faut-il avoir des objectifs à cacher ou des intérêts particuliers à défendre pour agir de la sorte ? Et au moment où le RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) est mis à l'honneur, où les cahiers de doléances sont ouverts dans toutes les mairies, comment la préfecture, donc l'état, peuvent-ils cautionner un tel déni de démocratie ?

